

**Commission
des lésions
professionnelles**

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS

2013 – 2014

**Demandes de renseignements généraux
de l'Opposition**



COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

Demande de renseignements généraux de l'Opposition

#	Liste des questions
RG1	<p>La comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• Entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.
RG2	<p>L'ensemble des coûts afférents au changement de gouvernement, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site Internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires, etc.);• Les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;• Les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;• Les coûts reliés aux photos officielles; et• Tout autre coût le cas échéant.
RG3	<p>Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none">• Les endroits et dates du départ et du retour;• Une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;• Le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;• Les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;• Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;• La liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;• Les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;• La copie des rapports de mission;• Les investissements annoncés, le cas échéant.
RG4	<p>Pour chaque voyage ou déplacement en avion ou en hélicoptère fait au Québec pour l'année financière 2012-2013 de chaque membre du conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et des dirigeants d'organismes:</p> <ul style="list-style-type: none">• L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;• Les coûts ventilés;• Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;• Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
RG5	<p>Liste des dépenses en publicité (incluant Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme :</p> <ul style="list-style-type: none">• La ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> • Le nom des firmes de publicité retenues; • Le nom des fournisseurs; • Le mode d'octroi de chaque contrat; • Le but visé par chaque dépense; • Pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; • Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
RG6	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014; • Le but visé par chaque dépense; • S'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi. • Le nombre d'événements ventilé par type d'événements (PLQ).
RG7	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisés par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; • Le but visé par chaque dépense; <p><u>Organisés par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014; • Le nom de la ou des firmes de publicité; • Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); • Le nom des fournisseurs; • Le but visé par chaque dépense.
RG8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi de tous les contrats octroyés par chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom du professionnel ou de la firme; • Le détail des travaux ou services effectués (but visé) ; • Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; • L'échéancier; • Le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); • Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
RG9	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et qui ont fait l'objet d'une autorisation du sous-ministre, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre d'autorisations; • Le nom du professionnel ou de la firme touché (e); • Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> • Le montant accordé; • Les motifs de la demande; • Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
RG11	Le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère.
RG12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié depuis l'année financière 2003-2004, indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom du projet; • La nature du projet; • L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); • Le coût initial prévu pour la réalisation du projet; • Les plus récentes estimations du coût du projet; • Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; • L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; • Les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; • Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.
RG13	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, le montant, pour l'année 2012-2013 (et ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La photocopie; • Le mobilier de bureau; • L'ameublement; • Le remboursement des frais de transport; • Le remboursement des frais d'hébergement; • Le remboursement des frais de repas; • Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; • L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec. <p>PLQ :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les distributeurs d'eau de source; • Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles; • Location et entretien de la machine à café; • Location ou achat d'encadrement.
RG14	<p>Pour le cabinet ministériel, la direction générale du ministère et pour le ministère et les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour l'année 2012-2013, de chacune des dépenses suivantes reliées à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés; • Le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres); • Le nombre de téléavertisseurs utilisés; • Les coûts d'acquisition des appareils; • Le coût d'utilisation des appareils; • Le nom des fournisseurs; • Le coût des contrats téléphoniques;

#	Liste des questions
---	---------------------

- Le nombre de minutes utilisées.
- Les coûts de résiliation; (PLQ)
- Les ordinateurs portables. (PLQ)

RG15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014, (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation) :

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
- f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée;
- h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions); (**Annexe 1**)
- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

RG16 Pour chaque ministère et organisme, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées – PLQ);
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées – PLQ);
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

#	Liste des questions
RG17	<p>Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en indiquant pour chacun d’eux :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L’emplacement de la location; • Le coût de la location; • Le coût de location au mètre carré; • La superficie totale pour chaque local; • La superficie totale réellement occupée; • La superficie inoccupée; • Le propriétaire de l’espace loué; • La durée du bail; • Les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012; • Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant (PLQ).
RG21	<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le poste initial; • Le salaire; • Le poste actuel, s’il y a lieu; • La date de mise en disponibilité; • Les prévisions pour 2013-2014.
RG22	<p>Pour chaque ministère et organisme, le nombre d’occasionnels mis à pied par catégorie d’âge en 2011-2012.</p>
RG23	<p>Nombre de fonctionnaires et/ou ETC affectés au Plan Nord, pour chaque ministère et organisme, incluant le cas échéant la Banque de développement économique du Québec, pour les années 2011-2012, 2012-2013 et les prévisions 2013-2014.</p>
RG24	<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom de la personne; • Le poste occupé; • Le salaire de base et additionnel (s’il y a lieu); • L’assignation initiale; • La date de l’assignation hors structure; • La date de la fin de l’assignation (s’il y a lieu).
RG26	<p>Liste de tous les abonnements du cabinet, du ministère et organismes publics ainsi que le coût de chacun :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les clubs privés ou autres; • Les billets de saison, les loges; • Aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.; • Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).
RG27	<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l’existence du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom du site Web; • Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site; • Les coûts de construction du site; • Les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour; • Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); • La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);

#	Liste des questions
	<ul style="list-style-type: none"> • La fréquence moyenne de mise à jour.
RG28	<p>Nominations, depuis le 1^{er} avril 2012, de mandataires, émissaires, négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs ou autres :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La liste; • Les mandats; • Les contrats octroyés pour chaque mandat; • Le résultat du travail effectué; • Les échéances prévues; • Les sommes impliquées.
RG30	<p>Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2010-2011, 2011-2012 et 2012-2013 :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; • Le nombre total de demandes reçues; • Le nombre total de demandes rejetées; • Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; • Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; • Le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
RG32	<p>La liste des ententes et leur nature, signées depuis le 31 août 2012 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral et/ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.</p>
RG33	<p>Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, depuis le 31 août 2012, et les prévisions pour 2013-2014.</p>
RG34	<p>Tel que prévu dans la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2013-2014.</p>
RG35	<p>Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement depuis le 31 août 2012 et prévisions 2013-2014.</p>
RG36	<p>Pour chaque ministère et organisme, les sommes reçues en 2012-2013 ainsi que les prévisions pour 2013-2014 et 2014-2015 en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chacun des programmes, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.</p>
RG37	<p>Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1^{er} avril 2004 avec une ou des conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.</p>

#	Liste des questions
RG38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
RG39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (incluant des montants versés pour bris de contrat – PLQ).
RG40	<p>Depuis le 31 août 2012, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?</p> <ul style="list-style-type: none"> • Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne; • Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.
RG41	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats de covérification octroyés par chaque ministère et organisme qui en relève en 2012-2013 en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le nom du professionnel ou de la firme; • Le détail des travaux ou services effectués (but visé); • Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; • L'échéancier; • Le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); • Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
RG42	<p>Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir la ventilation des coûts, pour l'année 2012-2013, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La ou les dates des travaux; • Les coûts; • Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
RG43	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
RG44	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.
RG45	Évolution de la taille (nombre total d'employés) de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2012-2013. Prévisions pour 2013-2014.

#	Liste des questions
RG46	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) pour les années financières 2011-2012 et 2012-2013. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : la retraite; la démission; la révocation pour incompétence; la révocation pour incapacité; la fin d'emploi; le décès; la mise à pied; la destitution; toute autre raison.
RG47	Liste et solde de tous les fonds existants pour chacun des ministères et organismes ainsi que la dépense d'intérêts prévue en 2012-2013 pour chacun de ces fonds. Copie des états financiers de 2011-2012 et 2012-2013 pour chacun des fonds.

Annexe 1 – Question RG15 j)

L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG1

LA COMPARAISON POUR CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, PAR POSTE BUDGÉTAIRE :

- **Entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale en avril 2012 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2013-2014.**

L'information est disponible dans le budget de dépenses 2013-2014.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 27 décembre 2012.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG2

L'ENSEMBLE DES COÛTS AFFÉRENTS AU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT, NOTAMMENT :

- Les coûts reliés au changement de structure administrative, ministérielle (publicité, affichage, logo, site Internet, pancarte, courrier, enveloppes, entêtes, cartes d'affaires, etc.);
- Les coûts administratifs, les coûts de transition, les frais de communication;
- Les coûts reliés à la suppression ou l'ajout de toute information;
- Les coûts reliés aux photos officielles; et
- Tout autre coût le cas échéant.

Veillez référer à la réponse 42.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 21 décembre 2012.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 29 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG3

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 :

- Les endroits et dates du départ et du retour;
- Une copie des programmes et rapports de voyage ou de mission; les personnes rencontrées;
- Le coût ventilé par poste : frais de déplacement, frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- Les noms des ministres, députés, personnel de cabinet, fonctionnaires concernés (avec leur titre) et autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- La liste et le détail de toute entente signée ou annoncée, le cas échéant;
- Les résultats concrets obtenus et détaillés pour chaque voyage;
- La copie des rapports de mission;
- Les investissements annoncés, le cas échéant.

Endroit	Date de départ	Date de retour	Coûts globaux (transport, hébergement, inscriptions...)	Noms des personnes et titres
Manitoba	17 octobre 2012	19 octobre 2012	1 230 \$	Jean-François Clément Juge administratif
Raison du voyage : conférencier à la faculté de droit de l'Université du Manitoba et au Barreau du Manitoba.				
Vancouver	30 septembre 2012	2 octobre 2012	---	Bernard Lemay Vice-président
Raison du voyage : conférencier devant le <i>British Columbia Council of Administrative Tribunals</i> sur la conciliation au sein des tribunaux administratifs. Tous les frais ont été assumés par le BCCAT.				
Louisiane	8 septembre 2012	12 septembre 2012	2 457 \$	Jean-François Clément Juge administratif
			2 693 \$	Marie Langlois Juge administratif
Raison du voyage : participation au congrès de la <i>National Association of Administrative Law Judiciary (NAALJ)</i> .				
San Francisco	26 août 2012	29 août 2012	3 285 \$	Francis Lachance Directeur général de l'administration
Raison du voyage : participation au colloque VmWorld sur la virtualisation et le stockage dans les nuages (<i>cloud computing</i>).				

Endroit	Date de départ	Date de retour	Coûts globaux (transport, hébergement, inscriptions...)	Noms des personnes et titres
Calgary	13 mai 2012	15 mai 2012	2 430 \$	Marie Lamarre Présidente
			3 369 \$	Bernard Lemay Vice-président
			2580 \$	Lucie Nadeau Vice-présidente
			2157 \$	Santina Di Pasquale Juge administratif
			2845 \$	Manon Gauthier Juge administratif
			3459 \$	Marie Langlois Juge administratif
			2 805 \$	Jean-François Clément Juge administratif
			2 640 \$	Martin Racine Juge administratif
			2 728 \$	Michèle Juteau Juge administratif
			2 331 \$	Philippe Bouvier Juge administratif
			3 283 \$	Réjean Bernard Juge administratif
			2 374 \$	Claire Burdett Juge administratif
			2 733 \$	Jacques David Juge administratif
			2 333 \$	Esther Malo Juge administratif
			2 718 \$	Ann Quigley Juge administratif
			2 979 \$	Jean-Luc Rivard Juge administratif
Raison du voyage : participation au congrès annuel du Conseil des tribunaux administratifs canadiens (CTAC). La majorité de ces personnes ont participé activement à l'organisation du congrès, ont été conférenciers ou alors étaient membres du conseil d'administration ou d'un comité du CTAC.				

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 8 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG4

POUR CHAQUE VOYAGE OU DÉPLACEMENT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE FAIT AU QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2012-2013 DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DES DIRIGEANTS D'ORGANISMES :

- L'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- Les coûts ventilés;
- Le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- Pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

Date de départ	Date de retour	Endroit	Coût total des frais de transport et de voyage
4 juin 2012	7 juin 2012	Montréal / Gaspé	1 070,09 \$
4 juin 2012	6 juin 2012	Montréal / Gaspé	964,60 \$
13 juin 2012	14 juin 2012	Montréal / Rouyn-Noranda	774,19 \$
13 juin 2012	14 juin 2012	Montréal / Rouyn-Noranda	742,54 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG5

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT INTERNET), EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME :

- La ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- Le nom des firmes de publicité retenues;
- Le nom des fournisseurs;
- Le mode d'octroi de chaque contrat;
- Le but visé par chaque dépense;
- Pour chaque dépense en commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- Le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

La CLP a accordé une somme de 610 \$ à la Conférence des juges administratifs du Québec (CJAQ). Cette somme a servi à organiser la Journée de la justice administrative.

Nous n'avons dépensé aucune somme d'argent en publicité au cours l'exercice 2012-2013.

SOURCE : Service des communications, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 29 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG6

LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE
CONFÉRENCES DE PRESSE, D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES
ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.) :

- La ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2012-2013 et les prévisions pour 2013-2014;
- Le but visé par chaque dépense;
- S'il y a lieu, préciser pour chaque contrat octroyé dans le cadre d'un événement : le nom du professionnel ou de la firme; le coût, y compris les avenants et/ou suppléments; la date; le mode d'octroi.
- Le nombre d'événements ventilé par type d'événements (PLQ).

La CLP n'a pas organisé de conférence de presse, événements médiatiques ou autres événements au cours de l'exercice 2012-2013. Par contre, la CLP a participé à deux événements en santé et sécurité du travail à titre d'exposant. Sa présence avait principalement pour but de faire connaître ses services en ligne. Les détails liés à ces événements sont présentés dans ces deux tableaux :

LE FORUM SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL 2012
CENTRE DES CONGRÈS DE QUÉBEC, 24 ET 25 AVRIL 2012

Dépenses	Fournisseur	Montant
Location de l'espace pour le stand	Centre des congrès de Québec	1 315,00. \$
Location d'un espace d'entreposage	Centre des congrès de Québec	38,00. \$
Connexion Internet	Centre des congrès de Québec	65,00. \$
Location d'un tapis	Tessier, services d'expositions	166,00. \$
Transport + montage/démontage du stand	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	386,14. \$

LE GRAND RENDEZ-VOUS SANTÉ ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL 2012
PALAIS DES CONGRÈS DE MONTRÉAL, 16 ET 17 OCTOBRE 2012

Dépenses	Fournisseur	Montant
Location de l'espace pour le stand	Palais des congrès de Montréal	1 695,00. \$
Électricité	Palais des congrès de Montréal	119,00. \$
Location d'un tapis	Décor Experts Expo Longueuil	150,00. \$
Transport + montage/démontage du stand	Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	948,32. \$

SOURCE : Service des communications, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 4 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG7

LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION :

Organisés par le ministère ou l'organisme :

- Les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- Le but visé par chaque dépense;

Organisés par une firme externe :

- Les sommes dépensées depuis le 31 août 2012 et les prévisions pour 2013-2014;
- Le nom de la ou des firmes de publicité;
- Le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- Le nom des fournisseurs;
- Le but visé par chaque dépense.

La CLP n'a effectué aucune dépense en formation de communication entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012.

SOURCE : Service des communications, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 4 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG8

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- Le nom du professionnel ou de la firme;
- Le détail des travaux ou services effectués (but visé) ;
- Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- L'échéancier;
- Le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

NOM DE LA FIRME	OBJET DU CONTRAT	MONTANT DU CONTRAT
Alfid, Services immobiliers ltée	Réparation du système pré-action	2 332 \$
Bussièrès Communications	Impression du rapport annuel de gestion 2011-2012.	2 315 \$
Bussièrès Communications	Production du rapport annuel de gestion 2011-2012.	4 185 \$
Bussièrès Communications	Production et encadrement de sept œuvres originales québécoises pour souligner les 25 ans de services dans la fonction publique des employés de la CLP.	1 225 \$
Consultants Longpré & Ass.	Programme d'Aide aux employés.	5 900 \$
Infoglobe	Banque d'heures de services professionnels.	15 821 \$
LG2 Québec inc.	Conception et impression de deux paraposts.	1 243 \$

(suite)

LG2 Québec inc.	Mise à jour du dépliant sur les <i>Attentes de la CLP relatives au rôle des experts.</i>	3 000 \$
LG2 Québec inc.	Un modèle powerpoint + visuel parapost.	1 005 \$
Médiation Sophilex	Formation: « La négociation raisonnée ».	6 000 \$
Médisolutions (2009) inc.	Rehaussement Virtuo.	2 088 \$
Novo Technologies	Modifier le chargement du rôle dans le système Courtlog à SISTA.	4 160 \$
PG Solutions	Accompagner la CLP dans l'implantation de SYGED.	10 950 \$
Réseau Internet Québec	Nouveaux liens privés et dédiés aux serveurs de la CLP.	16 716 \$
Réseau Internet Québec	Services d'environnement cloisonnés, liens privés et sécurisés, hébergement WEB, relais courrier électronique sécurisé.	14 695 \$
SIQ	Fournir et installer un meuble-comptoir.	6 398 \$
SIQ	Travaux d'entretien au bureau de Sept-Îles.	3 209 \$
Stylo.ca	17 stylos gravés.	924 \$
Symbiose marketing événementiel	Location d'espace pour le forum santé et sécurité.	1 290 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 8 janvier 2013.

COLLABORATION : Service des communications, le 4 janvier 2013.

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 10 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG9

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2012-2013 ET QUI ONT FAIT L'OBJET D'UNE AUTORISATION DU SOUS-MINISTRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS, EN INDIQUANT :

- **Le nombre d'autorisations;**
- **Le nom du professionnel ou de la firme touché(e);**
- **Le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;**
- **Le montant accordé;**
- **Les motifs de la demande;**
- **Tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.**

- **Le nombre d'autorisations : 1**
- **Le nom de la firme : Nurun inc.**
- **Le montant accordé : 274 436, 40 \$**
- **Le motif de la demande : La CLP développe une application générique pour plusieurs tribunaux administratifs. Une spécificité de la CLP est de fournir des données importantes à la CSST. Cette dernière étant dans l'incapacité de modifier les systèmes touchés, la CLP a offert de faire une rétroconversion TDA-SISTA.**

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION : Direction des ressources informationnelles et matérielles, le 7 janvier 2013.

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG11

LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS (NOMBRE DE PERSONNES) OU OEUVRANT AU SEIN DU MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ ET/OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT DU MINISTÈRE.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG12

POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, INDIQUER :

- Le nom du projet;
- La nature du projet;
- L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- Le coût initial prévu pour la réalisation du projet;
- Les plus récentes estimations du coût du projet;
- Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- Les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour.

- Le nom du projet : SISTA.
- La nature du projet : Refonte des systèmes de mission de la CLP qui datent de 1991 et 1994.
- L'échéancier initial (et revu s'il y a lieu) : Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.
- Le coût initial prévu pour la réalisation du projet : 6 367 000 \$.
- Les plus récentes estimations du coût du projet : 6 114 199 \$.
- Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière :

2008-2009 :	328 325 \$
2009-2010 :	467 884 \$
2010-2011 :	1 814 306 \$
2011-2012 :	685 893 \$
2012-2013 :	<u>2 485 969 \$</u>
TOTAL :	5 782 377 \$
- L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

Implantation :	88 720 \$;
Montant retenu en garantie :	243 102 \$;
TOTAL :	331 822 \$.

- **Les firmes ou OSBL associés au développement du projet (incluant les sous-traitants), les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;**

Contrat octroyé à Nurun Inc en décembre 2009, au montant de 3 349 335 \$, suite à un appel d'offres. Au final, 4 011 979 \$ seront versés à Nurun pour le projet.

- **Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 98,5 %.**

SOURCE : Direction des ressources matérielles et informationnelles, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 8 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG13

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013 (ET VENTILATION POUR CHAQUE MOIS), DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES :

- La photocopie;
- Le mobilier de bureau;
- L'ameublement;
- Le remboursement des frais de transport;
- Le remboursement des frais d'hébergement;
- Le remboursement des frais de repas;
- Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec, b) à l'extérieur du Québec.

PLQ :

- Les distributeurs d'eau de source;
- Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles;
- Location et entretien de la machine à café;
- Location ou achat d'encadrement.

- **La photocopie :** Cette donnée n'est pas disponible.
- **Le mobilier de bureau :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- **L'ameublement :** Aucune dépense n'a été effectuée.

- **Le remboursement des frais de transport;**
- **Le remboursement des frais d'hébergement;**
- **Le remboursement des frais de repas;**

Les frais de déplacement des membres de la haute direction, entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, totalisent 41 614 \$.

- **Le remboursement des frais d'alcool et de fêtes :** 3 321 \$.
- **L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :**
 - a) **au Québec :** 1 951 \$.
 - b) **à l'extérieur du Québec :** 11 663 \$.

PLQ :

- **Les distributeurs d'eau de source :** Aucune dépense n'a été effectuée, les distributeurs d'eau de source ayant été éliminés.
- **Location et entretien des plantes incluant les plantes artificielles :** Cette donnée n'est pas disponible.
- **Location et entretien de la machine à café :** Aucune dépense n'a été effectuée.
- **Location ou achat d'encadrement :** Aucune dépense n'a été effectuée.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG14

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET POUR LE MINISTÈRE ET LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES RELIÉES À LA TÉLÉPHONIE :

- Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés;
- Le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres);
- Le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- Les coûts d'acquisition des appareils;
- Le coût d'utilisation des appareils;
- Le nom des fournisseurs;
- Le coût des contrats téléphoniques;
- Le nombre de minutes utilisées.
- Les coûts de résiliation; (PLQ)
- Les ordinateurs portables. (PLQ)

- Le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents utilisés : 134.
- Le nombre de tablettes électroniques utilisées (iPad ou autres) : 8 tablettes.
- Le nombre de téléavertisseurs utilisés : 4.
- Les coûts d'acquisition des appareils : 5 887,95 \$
- Le coût d'utilisation des appareils : 4 131,10 \$ (frais non récurrents autres que le coût des contrats).
- Le nom des fournisseurs :
Bell Duplessis
Communications Mega Sat
Rogers Direct
- Le coût des contrats téléphoniques : 26 555,40 \$ (frais récurrents).
- Le nombre de minutes utilisées : 134 409,9 minutes.
- Les coûts de résiliation (PLQ) : Aucun.
- Les ordinateurs portables (PLQ) : 159 portables (La CLP compte 140 juges et 50 conciliateurs).

SOURCE : Direction des ressources matérielles et informationnelles, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG15

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES, ET CE, POUR 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014, (PAR ÉTABLISSEMENT POUR LES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION) :

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et la valeur estimée;
- e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;
- f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et la valeur estimée;
- h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;
- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);
- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);
- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

- a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

Voici les données relatives aux sous-questions a) et b) valables au 30 novembre 2012 :

	Cadres	Professionnels	Techniciens et assimilés	Personnel de bureau	Ouvriers
Homme					
– de 35 ans	0	2	4	0	0
+ de 35 ans	4	55	5	13	1
Femme					
– de 35 ans	0	1	1	13	0
+ de 35 ans	2	54	41	97	0
Autochtone					
– de 35 ans	0	0	0	1	0
+ de 35 ans	0	0	1	0	0
Communauté culturelle					
– de 35 ans	0	0	0	2	0
+ de 35 ans	1	3	3	11	0
Anglophone					
– de 35 ans	0	1	1	0	0
+ de 35 ans	0	2	0	0	0
Personne handicapée					
– de 35 ans	0	0	1	1	0
+ de 35 ans	0	1	0	1	0

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel s'établissait comme suit :

- Fonctionnaires : 1 030,5 jours
- Ouvriers : 2,5 jours
- Professionnels : 403,5 jours
- Cadres : 10,5 jours

TOTAL 1 447 jours

d) Le nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et la valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires;

	Heures compensées	Heures payées	TOTAL
Fonctionnaires	522 h 19	726 h 00	1 248 h 19
Ouvriers	0	84 h 45	84 h 45
Professionnels	506 h 27	208 h 45	715 h 12
TOTAL	1 028 h 46	1 019 h 30	2 048 h 16

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel s'établissait comme suit :

- Fonctionnaires :	2 888,5 jours
- Ouvriers :	15,0 jours
- Professionnels :	2 033,5 jours
- Cadres :	<u>106,0 jours</u>
TOTAL	5 043,0 jours

g) Le nombre total et la ventilation du nombre de jours de vacances en réserve pour le personnel et la valeur estimée;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

i) Le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) du personnel qui reçoit une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant, et qui reçoit également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation;

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

- j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, etc.) et par leur territoire habituel de travail (direction centrale ou régions);

Les informations sont fournies en Annexe 1.

- k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

2010-2011 : 6
2011-2012 : 8
2012-2013 : 8

- l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;

2010-2011 : 81
2011-2012 : 80
2012-2013 : 70

- m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (direction centrale et régions);

Voir les renseignements fournis à la question 15 j). À la Commission des lésions professionnelles, le nombre d'effectifs réguliers est égal au nombre de postes.

- n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 8 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 10 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG16

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE, PAR DIRECTION :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2012-2013 (ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées – PLQ);
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 (ainsi que les indemnités de retraite qui seront versées – PLQ);
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- a) Nombre de départs à la retraite du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012 : 11

Et indemnités de retraite qui seront versées – PLQ : les indemnités de retraite déjà versées totalisent 18 468,22 \$ (jours de maladie et jours de vacances) et aucune autre indemnité n'est à prévoir pour les départs à la retraite qui ont eu lieu durant cette période.

- b) Nombre de remplacements effectués en application du Plan de gestion des ressources humaines : En conformité avec le taux modulé de renouvellement de l'effectif fixé à 50 %.

- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2013-2014 et 2014-2015 :

Du 1^{er} décembre 2012 au 31 mars 2013 : 3

Pour 2013-2014 : 6

Pour 2014-2015 : donnée non disponible

Et indemnités de retraite qui seront versées – PLQ : Il nous est impossible de déterminer les indemnités de retraite qui pourraient être versées.

- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 4, mais 3 d'entre eux ont été embauchés pour des périodes de 11 semaines ou moins.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG17

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX :

- L'emplacement de la location;
- Le coût de la location;
- Le coût de location au mètre carré;
- La superficie totale pour chaque local;
- La superficie totale réellement occupée;
- La superficie inoccupée;
- Le propriétaire de l'espace loué;
- La durée du bail;
- Les coûts d'aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2012;
- Le nom des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant (PLQ).

EMPLACEMENT	COÛT ANNUEL DE LOCATION	SUPERFICIE DE L'ESPACE LOUÉ (m²)	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	DATE D'ÉCHÉANCE DU BAIL	COÛTS D'AMÉNAGEMENT (Avril à nov. 2012)
Rimouski (bureau local)	78 361,80 \$	586,71	Gestion M.B.S.	30-04-2016	149,45 \$
Sept-Îles (bureau local)	37 199,76 \$	223,95	Gestion Majicor	31-10-2013	3 209,54 \$
Gaspé (bureau local)	63 114,12 \$	297,44	S.I.Q.		0,00 \$
Baie-Comeau	45 463,44 \$	251,71	Corporation Headway	31-10-2020	0,00 \$
Rivière-du-Loup	63 162,72 \$	364,50	S.I.Q.		0,00 \$
New-Richmond	72 736,92 \$	284,55	Groupe Clifton (Carrefour Baie-des-Chaleurs)	17-12-2014	0,00 \$
Lévis	130 000,68 \$	771,80	Westcliff immobilier (Galeries Chagnon)	30-09-2016	4 384,16 \$
Trois-Rivières	145 108,80 \$	639,86	Complexe de Léry	01-11-2015	19 600,39 \$
Drummond-ville (bureau local)	85 840,44 \$	615,13	S.I.Q.		0,00 \$

(suite)

EMPLACEMENT	COÛT ANNUEL DE LOCATION	SUPERFICIE DE L'ESPACE LOUÉ (m ²)	PROPRIÉTAIRE DE L'ESPACE LOUÉ	DATE D'ÉCHÉANCE DU BAIL	COÛTS D'AMÉNAGEMENT (Avril à nov. 2012)
Chicoutimi	125 880,60 \$	635,61	S.I.Q.		1 505,75 \$
Roberval	31 017,12 \$	169,92	Gestion immobilière Bérubé et Lapointe	01-11-2014	0,00 \$
Rouyn	95 929,08 \$	360,84	Gestion Multi-Baux	31-03-2015	6 397,87 \$
Val d'Or	36 758,64 \$	203,55	Arduro limitée Société immobilière	31-10-2016	657,14 \$
Joliette	183 921,60 \$	1192,24	Soriady Lim	10-12-2017	0,00 \$
Sherbrooke	96 852,00 \$	685,66	Télé-7 (Groupe TVA)	15-06-2016	891,51 \$
St-Hyacinthe	156 333,72 \$	801,22	Beauward (Galeries Saint-Hyacinthe)	03-11-2015	418,25 \$
St-Jérôme	203 919,12 \$	1007,96	RioCan (Galeries des Laurentides)	30-01-2014	0,00 \$
Laval	154 517,16 \$	699,79	S.I.Q.		273,18 \$
Gatineau	129 070,44 \$	550,66	Investmar Canada	30-09-2013	4 075,83 \$
Longueuil	271 070,76 \$	1108,00	Université de Sherbrooke	01-12-2014	0,00 \$
Valleyfield (bureau local)	66 233,88 \$	464,51	Groupe Immocan	30-09-2016	990,66 \$
St-Jean-sur-Richelieu	74 877,84 \$	478,47	Yamano Canada	31-03-2018	0,00 \$
Montréal 500 René-Lévesque O.	2 193 819,36\$	6269,25	ALFID	31-03-2028	10 398,90 \$
Québec 900 Place d'Youville	765 792,24 \$	3641,88	Dundee	30-06-2026	1 280,49 \$
TOTAL	5 306 982,24\$	22 305,21m²			54 233,32 \$

SOURCE : Direction des ressources matérielles et informationnelles, le 28 décembre 2012.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 29 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG21

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**

- Le poste initial;
- Le salaire;
- Le poste actuel, s'il y a lieu;
- La date de mise en disponibilité;
- Les prévisions pour 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 27 décembre 2012.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG22

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS
MIS À PIED PAR CATÉGORIE D'ÂGE EN 2011-2012.**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 6 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG23

NOMBRE DE FONCTIONNAIRES ET/OU ETC AFFECTÉS AU PLAN NORD, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, INCLUANT LE CAS ÉCHÉANT LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU QUÉBEC, POUR LES ANNÉES 2011-2012, 2012-2013 ET LES PRÉVISIONS 2013-2014.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 26 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG24

**LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.), EN INDIQUANT :**

- Le nom de la personne;
- Le poste occupé;
- Le salaire de base et additionnel (s'il y a lieu);
- L'assignation initiale;
- La date de l'assignation hors structure;
- La date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, aucun membre du personnel de la Commission n'était hors structure.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 6 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION

Fiche : RG26

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DU CABINET, DU MNISTÈRE ET ORGANISMES PUBLICS AINSI QUE LE COÛT DE CHACUN :

- Les clubs privés ou autres;
- Les billets de saison, les loges;
- Aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.;
- Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).

- Les clubs privés ou autres;

La CLP n'est membre d'aucun club privé ou autres.

- Les billets de saison, les loges;

La CLP ne possède aucun billet de saison pour quelque activité que ce soit.

- Aux journaux, revues mensuelles, publications papier et en format électronique, etc.;

TITRE DU DOCUMENT	COÛT (\$)
Accès à l'information : loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires (Mtl, Qc et DSJ)	318
Actualité médicale (L') (Mtl)	90
Administrative Law Reports = Recueil de jurisprudence en droit administratif (Mtl)	4 385
Administrative Law Review (Mtl)	44
ADR Forum : The Canadian Journal of Dispute Resolution (Mtl)	369
Archives des maladies professionnelles et de l'environnement (Mtl) + (version électronique)	517
Assurance-automobile au Québec : indemnisation du dommage corporel (Qc)	78

(suite)

Attorney's Dictionary of Medicine (Mtl)	1 289
Attorney's Textbook of Medicine : Manual of Traumatic Injuries (Mtl)	761
Cahiers de droit (Mtl)	55
Canadian Abridgment. Canadian Case Citations, Suppl. (Mtl)	2 525
Canadian Abridgment. Canadian Case Digests on CD-ROM (Mtl)	3 606
Canadian Abridgment. Canadian Current Law. Index to Canadian Legal Literature, Annual Cumulative Suppl. (Mtl)	612
Canadian Abridgment. Canadian Current Law + Canadian Citations (regroupe 5 titres) (Mtl)	2 065
Canadian Abridgment. Canadian Statute Citations, Suppl. (Mtl)	2 226
Canadian Abridgment. Rules Judicially Considered, Annual Cumulative Suppl. (Mtl)	195
Canadian Abridgment. Words and Phrases, Annual Cumulative Suppl. (Mtl)	690
Canadian Bar Review = Revue du Barreau canadien (version électronique)	145
Canadian Employment Safety and Health Guide (Qc)	2 181
Canadian Journal of Administrative Law and Practice (Mtl)	402
Canadian Labour and Employment Law Journal = Revue canadienne de droit du travail et de l'emploi (Mtl) + (version électronique)	235
Canadian Labour Arbitration (Mtl)	1 484
Canadian Labour Law (Mtl)	819
Charte canadienne des droits et libertés annotée et commentée (Mtl)	849
Charte canadienne des droits et libertés : les grands énoncés de la Cour suprême (Mtl et Qc)	316
Clarke's Canada Industrial Relations Board (Mtl)	596
Code canadien du travail (Mtl)	20
Code civil Québec = Quebec Civil Code (Mtl, Qc et 13 ex. en région)	945
Code criminel (Mtl et Qc)	126
Code de procédure civile annoté, avec jurisprudence (Mtl et Qc)	342
Code de procédure civile du Québec (Mtl, Qc et 11 ex. en région)	819
Congédiement en droit québécois en matière de contrat individuel de travail (Mtl et Qc)	438
Contrats des organismes publics québécois (Qc)	1 127
Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale (Mtl et Qc)	1 946
Courtroom Medicine. Psychic Injuries (Mtl)	2 081
Courtroom Medicine. The Low Back (Mtl)	2 496
Décisions de la Commission de la fonction publique (Qc)	165

Documentation et bibliothèques : fourni avec l'adhésion à l'ASTED (Mtl)	195
Dominion Law Reports + CD-ROM (Mtl)	2 984
Droit de la santé : lois et règlements (Mtl)	305
Droit transitoire civil (Mtl, Qc et 1 ex. en région)	358
Droits de la personne et les relations de travail (Mtl et Qc)	179
E-CPS (Compendium des produits pharmaceutiques et spécialités) (version électronique)	246
Effectif (Qc)	35
Employer's Health and Safety Manual (Ontario) (Mtl)	392
Employer's Guide to Ontario Workplace Safety and Insurance (Mtl)	346
Employment Law in Canada (Mtl)	759
Encyclopaedia of Health and Safety at Work (Mtl)	959
Encyclopédie médico-chirurgicale : appareil locomoteur, pathologie professionnelle et environnement, neurologie, pneumologie, psychiatrie (regroupe 5 titres) (Mtl)	1 117
Gazette officielle du Québec : partie 2 (Mtl) + (version électronique)	879
Gestion des accidents du travail au Québec : guide de l'employeur (Mtl)	96
Gestion Plus Info-Employeur (Mtl et Qc)	240
Gestion : revue internationale de gestion (Mtl)	61
Guide pratique de la médecine du travail (Mtl)	468
Guide pratique sur l'accès et la protection de l'information (version électronique)	500
Infopresse (Qc)	99
Information Outlook : fourni avec l'adhésion à Special Libraries Association (Mtl)	200
International Journal of Occupational and Environmental Health (Mtl) + (version électronique)	247
Journaux quotidiens sur semaine (Mtl) : Journal de Montréal, Le Devoir, La Presse	825
Journaux quotidiens sur semaine (Qc) : Le Soleil, La Presse, Le Devoir, Le Journal de Québec	925
Journal of Bone and Joint Surgery. American volume (Mtl) + (version électronique)	713
Journal of Occupational and Environmental Hygiene (Mtl)	992
Journal of Occupational and Environmental Medicine (Qc)	1 065
Journal of Occupational and Organizational Psychology (version électronique)	480
Journal of the National Association of Administrative Law Judiciary (Mtl)	20
Judicial Review of Administrative Action in Canada (Qc)	467
Lancet (Mtl) + (version électronique)	1 458
Larsons' Workers Compensation Law. 12 vol. (Mtl)	4 712

Livre d'ici (Mtl)	83
Lois du Québec (Mtl et Qc)	600
Lois du travail (Mtl, Qc et 11 ex. en région)	819
Manuel de la secrétaire juridique (Mtl)	109
McGill Law Journal (Mtl)	75
Mémoire de frais : législation annotée (Qc)	273
New England Journal of Medicine (Mtl) + (version électronique)	1 229
Occupational and Environmental Medicine (Mtl) + (version électronique)	862
Occupational Injuries and Illnesses (Mtl)	679
Occupational Medicine (Qc) + (version électronique)	1 168
Occupational Safety and Health Law (Mtl)	286
Official Disability Guidelines (Mtl)	584
Ontario Health & Safety Law (Mtl)	522
Orthopedic Clinics of North America (Qc)	689
Osgoode Hall Law Journal (Mtl)	60
Practice and Procedure before Administrative Tribunals (Mtl et Qc)	6 294
Psychiatric and Psychologic Evidence (Mtl)	84
Rapports individuels et collectifs du travail (Mtl)	309
Recueil de jurisprudence du Québec (version électronique)	325
Recueil de jurisprudence en droit du travail (version électronique)	475
Regroupement des bibliothèques gouvernementales (RBG) (adhésion)	200
Relations de travail (Mtl et Qc)	2 362
Remedies in Canadian Labour, Employment and Human Rights Law (Mtl)	1 388
Répertoire de vedette-matières de l'Université Laval (version électronique)	1 035
Revue d'arbitrage et de médiation (Mtl)	130
Revue de droit (Mtl)	18
Revue du Barreau (Mtl)	67
Revue française du dommage corporel (Mtl et Qc)	496
Revue générale de droit (Mtl)	70
Revue juridique Thémis (Mtl)	48
Revue légale (Qc)	140
Santé et sécurité au travail (Qc et DSJ)	2 348
Santé et sécurité au travail (Mtl) + (version électronique)	2 644
Santé et sécurité du travail (Mtl)	159
Scandinavian Journal of Work Environment and Health (Mtl)	349
Spine (Mtl)	3 227
Spine Journal (Mtl)	578
Supreme Court Law Review (Mtl)	838
Tableau des modifications et index sommaire (Mtl et Qc)	140
Travail et santé (Mtl et Qc)	74

Trente (Qc)	31
Tribunaux administratifs du Québec : règles et législations annotées (Mtl et Qc)	394
View : Technical Journal for Lotus Notes and Domino (TI)	595
WHMIS Compliance Manual (Mtl)	420
Work and Stress (Mtl) + (version électronique)	703
TOTAL	92 623 \$

- Sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.).

TITRE DU SITE	COÛT (\$)
Accès légal (base de données)	1 461
Quicklaw (base de données)	2 880
Répertoire de vedette-matières de l'Université Laval (base de données)	1 035
TOTAL	5 376 \$

SOURCE : Service des ressources documentaires, le 8 janvier 2013.
COLLABORATION : Direction des ressources humaines et financières, 10 janvier 2013.
VALIDATION : Bureau de la présidente, le 10 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG27

POUR CHAQUE SITE INTERNET DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME PUBLIC (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS), FOURNIR, ET CE, DEPUIS L'EXISTENCE DU SITE :

- Le nom du site Web;
- Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site;
- Les coûts de construction du site;
- Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- La fréquence moyenne de mise à jour.

- Le nom du site Web : www.clp.gouv.qc.ca
- Le nom de la firme ou du professionnel ayant conçu le site : la firme Infoglobe.
- Les coûts de construction du site : 45 000 \$.
- Les coûts d'hébergement : 155 \$ par mois; d'entretien et de mise à jour : 5 000 \$ par année en moyenne.
- Les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement) : Il y a eu une (1) refonte du site. La raison principale est qu'il fallait moderniser le site et utiliser un logiciel de gestion de contenu qui permette aux webmestres d'effectuer eux-mêmes les mises à jour du contenu. Coûts de la refonte : 18 000 \$.
- La fréquence moyenne de mise à jour : en moyenne deux fois par semaine.

SOURCE : Direction des ressources matérielles et informationnelles, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION : Service des communications, le 3 janvier 2013.

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 29 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG28

NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2012, DE MANDATAIRES, ÉMISSAIRES, NÉGOCIATEURS, MÉDIATEURS, COMMISSAIRES, EXPERTS, ENQUÊTEURS OU AUTRES :

- La liste;
- Les mandats;
- Les contrats octroyés pour chaque mandat;
- Le résultat du travail effectué;
- Les échéances prévues;
- Les sommes impliquées.

Il n'y a eu aucune nomination durant la période du 1^{er} avril 2012 au 30 novembre 2012.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG30

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS À L'INFORMATION EN 2010-2011, 2011-2012 ET 2012-2013 :

- Les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- Le nombre total de demandes reçues;
- Le nombre total de demandes rejetées;
- Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- Le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- Le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

Cette information sera présentée dans le Rapport annuel 2012-2013 de la Commission.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 28 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG32

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET/OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 21 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG33

LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, DEPUIS LE 31 AOÛT 2012, ET LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG34

TEL QUE PRÉVU DANS LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS, PERMIS, DROITS, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR LES TROIS DERNIÈRES ANNÉES ET LES PROJECTIONS POUR L'ANNÉE 2013-2014.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2012-2013 des ministères et organismes gouvernementaux.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG35

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DEPUIS LE 31 AOÛT 2012 ET PRÉVISIONS 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG36

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, LES SOMMES REÇUES EN 2012-2013 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 2013-2014 ET 2014-2015 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE GOUVERNEMENT. INDIQUER DE FAÇON VENTILÉE POUR CHACUN DES PROGRAMMES, ENTENTES OU AUTRES LES SOMMES REÇUES, LA OU LES DATES DES VERSEMENTS ET À QUELLES FINS ELLES ONT ÉTÉ CONSACRÉES PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME.

La CLP n'a reçu aucune somme en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement pour l'année 2012-2013.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2004 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DES ÉLUS EN INDIQUANT : LA NATURE DE L'ENTENTE; LES SOMMES ASSOCIÉES; LA OU LES DATES DE VERSEMENT; LA FAÇON DONT CES SOMMES SONT DÉPENSÉES.

La CLP n'a jamais conclu d'ententes avec une ou des Conférences régionales des élus.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 7 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG38

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS.

Catégorie d'emploi	Boni pour rendement exceptionnel	Boni pour mandats spéciaux
Juristes	17 344,60 \$	16 053,13 \$
Professionnels	57 357,84 \$	-
Conseillers en gestion des ressources humaines	5 858,76 \$	-
Fonctionnaires	3 308,56 \$	-
TOTAL	83 869,76 \$	16 053,13 \$

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 8 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG39

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART (AINSI QUE LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT – PLQ).

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, un montant de 50 772,88 \$ a été versé aux commissaires à titre d'allocations de transition.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 8 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG40

DEPUIS LE 31 AOÛT 2012, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE?

- Fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions pour chaque personne;
- Fournir la liste des salaires versés à chaque personne.

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, aucun cadre ou dirigeant de la CLP n'a reçu de rémunération sans exercer de fonction.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 8 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG41

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS DE COVÉRIFICATION OCTROYÉS PAR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME QUI EN RELEVÈ EN 2012-2013 EN INDIQUANT, POUR CHAQUE CONTRAT :

- Le nom du professionnel ou de la firme;
- Le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- Le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- L'échéancier;
- Le mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- Dans le cas d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

La Commission des lésions professionnelles n'a octroyé aucun contrat de covérification au cours de l'exercice 2012-2013.

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 4 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 6 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG42

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION DES MINISTRES, LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE ET LA HAUTE DIRECTION DES ORGANISMES PUBLICS, FOURNIR LA VENTILATION DES COÛTS, POUR L'ANNÉE 2012-2013, DU DÉMÉNAGEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT, DE LA RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX DANS LES ESPACES OCCUPÉS. POUR LES RÉNOVATIONS, FOURNIR :

- **La ou les dates des travaux;**
- **Les coûts;**
- **Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.**

Aucuns travaux n'ont été effectués dans les locaux occupés par les membres du comité de direction au cours de l'exercice 2012-2013.

SOURCE : Direction des ressources matérielles et informationnelles, le 6 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 6 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG43

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG44

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.), FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME.

Entre le 1^{er} avril 2012 et le 30 novembre 2012, le taux d'absentéisme s'établissait comme suit :

	Maladie	Vacances
Fonctionnaire	3,13 %	8,78 %
Ouvrier	0,48 %	2,86 %
Professionnel	2 %	10,10 %
Cadre	1 %	10,10 %

SOURCE : Direction des ressources humaines et financières, le 7 janvier 2013.

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 10 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

Fiche : RG45

ÉVOLUTION DE LA TAILLE (NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS) DE CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, DE CHAQUE MINISTÈRE ET DE CHAQUE ORGANISME PUBLIC DEPUIS 2003. FOURNIR LES DONNÉES POUR CHACUNE DES ANNÉES FINANCIÈRES, DE 2003-2004 À 2012-2013. PRÉVISIONS POUR 2013-2014.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG46

POUR CHAQUE CABINET MINISTÉRIEL, CHAQUE MINISTÈRE ET CHAQUE ORGANISME, LE NOMBRE DE DÉPARTS AU SEIN DE L'EFFECTIF (RÉGULIER, OCCASIONNEL ET ÉTUDIANT) POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2011-2012 ET 2012-2013. FOURNIR LES DONNÉES VENTILÉES SELON LA RAISON DU DÉPART : LA RETRAITE; LA DÉMISSION; LA RÉVOCATION POUR INCOMPÉTENCE; LA RÉVOCATION POUR INCAPACITÉ; LA FIN D'EMPLOI; LE DÉCÈS; LA MISE À PIED; LA DESTITUTION; TOUTE AUTRE RAISON.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'Étude des crédits.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 6 janvier 2013.

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

ÉTUDE DES CRÉDITS 2013-2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX DE L'OPPOSITION

Fiche : RG47

LISTE ET SOLDE DE TOUS LES FONDS EXISTANTS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LA DÉPENSE D'INTÉRÊTS PRÉVUE EN 2012-2013 POUR CHACUN DE CES FONDS. COPIE DES ÉTATS FINANCIERS DE 2011-2012 ET 2012-2013 POUR CHACUN DES FONDS.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

SOURCE :

COLLABORATION :

VALIDATION: Bureau de la présidente, le 27 décembre 2012.

ANNEXE 1

(Question RG15 j)

**Évolution des effectifs réguliers par catégorie
d'emploi et par territoire habituel de travail**

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 31 mars 2011						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3	1	4		8,0
Québec	5	27	19	15	1	67,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2	1	4		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1	1	2		4,0
Lanaudière		5	2	9		16,0
Yamaska		4	2	4		10,0
Chaudière-Appalaches		5	2	6		13,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1	0	3		3,5
.Rimouski		2	2	3		7,0
.Sept-Iles		1	0	2		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec		0	0	0		0,0
.Trois-Rivières		2	1	3		6,4
.Drummondville		3	1	3		6,6
Montréal	2	35	15	31	1	83,5
Montréal		5	1	8		13,5
Outaouais		2	1	2		5,0
Laval		3	1	5		9,0
Laurentides		4	2	9		15,0
Richelieu-Salaberry		0	0	0		0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3	1	4		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2	1	4		7,0
TOTAL	7	109	54	120	2	292,0

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES						
Évolution des effectifs réguliers						
En date du 31 mars 2012						
Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3	1	4		8,0
Québec	5	30	20	15	1	71,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2	1	4		7,0
Abitibi-Témiscamingue		1	1	3		5,0
Lanaudière		5	2	9		16,0
Yamaska		3	1	5		9,0
Chaudière-Appalaches		5	2	6		13,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1	0	2		3,0
.Rimouski		2	2	3		7,0
.Sept-Iles		1	0	2		2,5
Mauricie-Centre-du-Québec		0	0	0		0,0
.Trois-Rivières		2	1	3		6,4
.Drummondville		3	1	3		6,6
Montréal	2	35	17	32	1	86,5
Montréal		4	1	8		13,0
Outaouais		2	1	2		5,0
Laval		3	1	5		9,0
Laurentides		5	2	9		16,0
Richelieu-Salaberry		0	0	0		0,0
.Saint-Jean-sur-Richelieu		3	1	4		8,0
.Salaberry-de-Valleyfield		2	1	4		7,0
TOTAL	7	111,5	56	123	2	299,0

COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES

Évolution des effectifs réguliers

En date du 30 novembre 2012

Territoire habituel de travail	Cadre	Professionnel	Technique	Personnel et bureau	Ouvrier	TOTAL
Estrie		3	1	4		12,0
Québec	5	31	19	15	1	86,0
Saguenay-Lac-St-Jean		2	1	4		11,0
Abitibi-Témiscamingue		1	1	2		6,0
Lanaudière		5	2	9		25,0
Yamaska		3	1	5		14,0
Chaudière-Appalaches		5	2	6		19,0
Bas-St-Laur./Iles-Mad./Gasp./Côte-Nord		1	0	2		5,0
Rimouski		2	2	3		10,0
Sept-Iles		1	0	2		4,0
Mauricie-Centre-du-Québec		0	0	0		0,0
Trois-Rivières		2	1	3		9,4
Drummondville		3	1	3		9,6
Montréal	1	35	12	33	1	114,5
Monterégie		4	1	8		21,0
Outaouais		1	1	2		6,0
Laval		3	1	5		14,0
Laurentides		5	2	9		25,0
Richelieu-Salaberry		0	0	0		0,0
Saint-Jean-sur-Richelieu		3	1	4		12,0
Salaberry-de-Valleyfield		2	1	4		11,0
TOTAL	6	111,5	50	123	2	292,0